



Communiqué de presse : Retour à l'école pour tous ?...

Comme tous les Français, nous nous sommes réjouis hier soir, quand le Président de la République a annoncé le retour en classe pour tous les élèves à compter du 22 juin. Certes, nous savons que ces retrouvailles avec l'école et le collège ne dureront que deux semaines, mais ces quelques jours seront essentiels pour rétablir le contact et ouvrir un véritable espace de préparation à la rentrée de septembre. Cette idée de continuité pédagogique, qui dépasse largement la simple transmission de connaissances, est de celles qui donnent son sens au concept d'École de la République.

Dans la foulée de cette déclaration solennelle, nous avons vu arriver le décret présentant les conditions dans lesquelles ce retour « à la normale » était envisagé. Nous concevons bien que la crise sanitaire justifie le principe de précaution et nous ne pouvons qu'approuver toutes les mesures visant à protéger les élèves et les personnels. Pourtant, comme souvent, le diable se cache dans les détails et, ici, ils ne sont pas des moindres. Aucun souci pour tout ce qui a trait à la plupart des gestes barrière, mais, une fois encore, c'est la question de la distanciation sociale qui apparaît comme un écueil incontournable.

La formulation paraît sans doute nettement plus souple que les fameux 4m² qu'il convenait d'assurer pour chaque élève, cependant, tous ceux qui ont récemment eu l'occasion de se rendre dans une salle de classe au collège et, plus encore, à l'école le savent : la grande majorité des tables utilisées sont destinées à recevoir deux élèves, lesquels sont inévitablement à moins d'un mètre l'un de l'autre. Et c'est ainsi que, mécaniquement et imparablement, la plupart des classes ne peuvent accueillir en cette fin d'année que la moitié des élèves reçus habituellement !

Nous avons besoin d'un véritable retour en classe de tous les élèves, pas d'une demi-mesure qui ne satisfera personne. Ces deux dernières semaines de l'année doivent se dérouler dans la sérénité, pour les élèves comme pour les enseignants et les parents. Les personnels d'encadrement, au premier rang desquels il faut évoquer les inspectrices et les inspecteurs, se sont épuisés au fil des semaines à imaginer des solutions d'accueil trop souvent remises en cause en dernière minute. Ils ont vu l'intérêt, sans doute, mais surtout les limites de faire appel à des solutions complémentaires comme les opérations 2S2C construites dans l'urgence. La complémentarité entre éducation nationale et éducation populaire est un axe de travail majeur pour faire évoluer l'École et l'enseignement, mais une telle démarche demande du temps pour qu'un travail sérieux et efficace soit mis en place.

Ce retour en classe pour tous les élèves doit être une joie pour tous. L'application tatillonne d'une distanciation sociale qui n'existerait, au bout du compte, que dans le cadre de la classe est vraiment le genre de mesure qui peut venir gâcher la fête que nous espérons tous. Si l'état sanitaire du pays l'autorise, alors il faut permettre réellement à tous les élèves de retrouver le chemin de l'école et du collège, s'il ne l'autorise pas, alors il serait malsain de laisser croire que cette mesure est possible alors que les conditions matérielles seraient un obstacle insurmontable.

Les inspecteurs souhaitent que chacun ait l'opportunité de regagner son école en confiance, mais ceci ne sera possible que si le protocole sanitaire est réellement allégé et non s'il met en avant des clauses impossibles à satisfaire pour assurer l'accueil de chacun.

Contact :
Patrick Roumagnac
Secrétaire général du SI.EN UNSA
sien@sien-uns-education.org
06 08 10 82 67